



MSP

Le véritable poids de Bouguerra Soltani

Sans la fraude électorale et les secrets d'alcôve de sa relation politique suspecte avec les hommes forts du pouvoir du moment, une formation politique comme celle du HMS n'aurait jamais pu jouer le rôle politique réel qui a fini par devenir le sien sur la scène politique algérienne d'hier et surtout celle de tout premier plan envisagée par elle dans le cadre de «l'Alliance verte» pour les lendemains de législatives de mai 2012. Il faut dire que le parti est à sa base, déjà, le produit d'une double corruption sémantique qui va de la soumission du signifiant originel des initiales de son sigle à une désislamisation forcée (Mouvement de la société de la paix au lieu de mouvement de la société islamique), à celle du nom de son chef actuel, qui a choisi quant à lui la méthode inverse : réislamiser le nom que lui ont donné ses ancêtres Bouguerra, en réussissant la pantalonnade de faire passer dans l'opinion et les médias sa nouvelle musicalité, Abû Djerra.

En essayant de se glisser dans son nouvel accoutrement et rôle de Mahdi Mountadher et en mettant un pied hors de la nacelle du pouvoir pour embarquer dans celle qui va le conduire lui et son Alliance verte au septième ciel, Bouguerra, qui s'essaye dans la foulée au langage policé qui sied à son futur statut de présidentiable pour ne pas dire de président, est pourtant le premier à reconnaître qu'il est lui et HMS un pur produit issu de la fraude.

En effet et dans une interview qu'il a récemment accordée à Dzair web TV, voici ce qu'il a déclaré : «Ethiquement parlant, on ne

peut pas continuer de travailler dans une Assemblée élue par la fraude», soulignant, toutefois, que sa formation avait, par le passé, accepté de travailler dans des assemblées élues par la fraude pour des raisons exceptionnelles liées à la tragédie nationale et l'Etat d'urgence, qui limite les libertés et annule les lois. Ah le bel argument ! Un état d'urgence qui limite les libertés et qui annule les lois.

Monsieur Bouguerra prend les Algériens pour des demeurés. Un état d'urgence limite certes de nombreuses et bien précieuses libertés, mais n'a jamais annulé aucune loi. Bien au contraire, la «société de la paix», forte de la place quelle pense occuper dans la société de la guerre qui l'a si bien protégée des années durant contre ses extrêmes en l'hébergeant à Club-des-Pins, a tout fait pour envoyer le maximum de députés qui élaborent ces lois siéger à la Chambre basse du Parlement.

Grâce au quota alléchant qui a été généreusement accordé au HMS pour occuper les travées de la Chambre basse oscillant entre 38 députés en 2002 et de 51 en 2007, le nouveau Hamas, redevenu subitement djihadiste en alpaga, ose menacer l'Etat algérien de représailles au cas où il n'obtiendrait pas sous sa «bourda» (manteau vert), une majorité parlementaire qu'il espère être plus consistante que celle du Maroc, Tunisie et Égypte !

Voici les comptes du poids réel de HMS sur le terrain, depuis l'ouverture démocratique en Algérie.

M. K.

	Corps électoral	Suffrages exprimés	Bulletins nuls	Suffrages exprimés (sans bulletins nuls)	Score électoral Hamas	Rapport Score électoral HMS/Suffrages exprimés (sans bulletins nuls)	Observation
Elections législatives 1991	13.258.554	6.897.719	924.906	5.972.813	368.697	06,17 %	
Election présidentielle 1995	15.969.904	11.619.532	467.749	11.151.783	2.971.974	26,65 %	Candidature Mahfoud Nahnah
Législatives 1997	16.767.309	10.496.352	502.787	9.993.565	1.553.154	15,54%	
Législatives 2002	17.951.127	7.420.867	867.669	6.553.198	523.464	07,98 %	
Législatives 2007	18.761.084	5.727.827	965.064	4.762.763	556.401	11,68 %	

Commentaire du tableau récapitulant le poids électoral du HMS depuis l'ouverture politique

○ Commentaire 1

En dehors du score électoral obtenu aux législatives de décembre 1991 (1^{er} tour), tous les autres résultats électoraux de Hamas et de HMS sont le résultat de la politique de quotas électoraux (manne de la fraude) dont a généreusement bénéficié cette formation politique, depuis l'arrêt du processus électoral. Ce régime de quotas dont s'est accommodé ce parti, lui était particulièrement rentable à tous points de vue. Avec un score électoral de 368 697 voix au premier tour des législatives de 1991, le parti Hamas n'obtint avec le mode de scrutin uninominal majoritaire à deux tours, aucun siège. Avec un nombre un peu plus élevé, 556 401, il «place», en 2007, 51 députés à l'APN, aidé en cela, il est vrai, par le nouveau mode de scrutin proportionnel avec plus fort reste

○ Commentaire 2

Le score remarquable obtenu par le cheikh Mahfoud Nahnah à l'issue du scrutin de la présidentielle de 1995 s'explique par la volonté des décideurs de l'époque de tourner définitivement la page du FIS dissous en «crédibilisant» la candidature du cheikh d'un score supérieur à celui obtenu par le parti dissous au premier tour (26,65% pour Nahnah au lieu de 24,59% pour le FIS).

○ Commentaire 3

Le poids électoral réel du HMS sans fraude équivaldrait grosso modo à celui réalisé par ce parti aux législatives de 2007. Avec un taux de participation aux prochaines élections réellement représentatif d'une vraie majorité électorale (plus de 50%), ce poids électoral ne représenterait plus que moins de 5 % des intentions de vote de la moitié du corps électoral.

○ Commentaire 4

Sans la «bourda» protectrice de ses frères de combat de «l'Alliance verte», HMS ne «pèserait» pas plus de 5 à 6% des intentions de vote. C'est pour se prémunir du vote sanction des électeurs qui a décidé de s'acoquiner avec des partis politiques à la virginité politique certifiée par le médecin vert sous l'égide duquel ont été célébrées ces épousailles contre-nature de la nouvelle troïka choisie par le «père de la traîne» Abû Djerra.

«Je donne un conseil de démocrate à Ouyahia. Parlez de votre programme. Montrez au peuple ce que vous êtes capables d'apporter à ce pays au lieu de vous attaquer à nous», affirme Soltani qui ajoute : «Soyez fair-play. C'est le meilleur qui va gagner !»

M. K.

LE PARTI L'ACCUSE DE DÉVIER DE SES MISSIONS

L'ANR s'en prend vertement à la commission Seddiki

Pour l'Alliance nationale républicaine, la commission nationale de surveillance des élections législatives du 10 mai prochain a complètement dévié des missions constituant ses raisons même d'existence pour se muer en cadre où des partis ne «s'adonneraient qu'à défendre leurs étroits intérêts au détriment de ceux du pays».

M. Kebci - Alger (Le Soir) - C'est le secrétaire général du parti qui a porté, hier, cette estocade à la commission Seddiki. M. Belkacem Sahli, qui s'exprimait à l'ouverture de la conférence nationale des candidats têtes de liste aux législatives du 10 mai prochain et des présidents des bureaux de wilaya du parti, n'a pas hésité un instant à accuser cette entité de ne formuler que des revendications matérielles, saluant au passage, la suppression des divers avantages, notamment pécuniaires, accordés par le passé et qui, ironisera l'intervenant, «semblent susciter de la nostalgie» chez bien des partis dont les appréhen-

sions de fraude, bruyamment exprimées, ne servent, en réalité, qu'à voiler ces soucis bassement matériels».

Pour M. Sahli, «les prérogatives de la commission sont claires», avant de signifier que la question de la nature du bulletin relève exclusivement du département de l'Intérieur», enfonçant davantage des partis, qu'il ne nommera pas, les accusant de se livrer à de la pure surenchère à propos de cette histoire de bulletin. «La fraude n'est pas l'exclusivité des pouvoirs publics mais aussi celle des partis», lâchera-t-il, non sans regretter que ces derniers ne soient pas, à quatre

jours de l'entame de la campagne électorale, informés du numéro qui leur est attribué encore moins du planning de l'occupation des salles et autres espaces réquisitionnés pour les besoins des meetings et autres rencontres publiques.

Si M. Sahli est resté vague dans ses accusations contre la commission Seddiki, son représentant dans cette entité est allé au fond des choses en accusant les partis islamistes d'en faire une tribune pour se livrer au chantage et à la surenchère. Pour M. Rachid Chennaf, il est clair que ces partis n'ignorent pas les limites des prérogatives de la commission et c'est pour cela qu'ils excellent dans des revendications surréalistes. Des revendications qui, comme celle inhérente au bulletin unique, profiteront plus aux partis islamistes de par le fait que, soutiendra-t-il, «les marges d'erreur sont nombreuses au vu du taux élevé d'analphabétisme».

38 listes en lice

Concernant la participation du parti à ces législatives, l'ANR se contentera de seulement 38 listes, ayant été pris de court par la contrainte du temps, puisque, expliquera M.Sahli, «nous n'avons eu que deux jours entre le dernier congrès et la date limite pour le dépôt des listes électorales». Quoi qu'il soit vrai que, soulignera-t-il, «nous aurions pu couvrir toutes les circonscriptions mais nous avons préféré puiser dans le collectif militant loin de ce qui a caractérisé le processus de confection des listes comme phénomène de la chkara».

M. Sahli avouera que son parti «n'a pas encore honoré totalement sa facture liée aux frais du dernier congrès et même le loyer du siège national qui est de l'ordre de 17 millions mensuellement accuse du

retard. N'était-ce la compréhension du propriétaire des locaux, on serait SDF». Faits qui n'ont pas été jusqu'à contraindre le parti à monnayer ses candidatures, au nom, dira-t-il, «d'une moralisation de la vie politique» qui en constitue un des credo.

Sur les 38 listes du parti, deux seront pilotées par des femmes dont celle de Sidi Bel-Abbès à 75% féminine et menée par M^{me} Abid, juriste de profession. Pour ce qui est du volet de la campagne électorale, le premier responsable de l'ANR et des cadres du parti auront à animer 38 meetings dont le tout premier se tiendra à Tébessa. Un choix loin d'être anodin puisqu'il fait office de «message du parti quant aux défis extérieurs du pays avec tout ce qui se passe à nos frontières dont justement cette wilaya combattante constitue une large bande», justifiera M. Sahli.

M. K.